

Témoignage et souvenirs de la guerre d'Algérie de M. Calegari, un ancien d'AFN.

« Je respecte les anciens d'AFN qui ont commémoré récemment la signature du protocole d'accord du 18 mars 1962, devant faire arrêter les combats dès le lendemain à 12 h. Moi, je peux témoigner que j'étais bien dans les Aurès avec mon régiment (l'un des plus décorés de France par ses combats menés pour la liberté et la paix depuis 1914-1918 jusqu'en juin 1962).

À l'époque, nous poursuivions des hors-la-loi venus assassiner des populations innocentes : femmes, enfants, anciens combattants maghrébins de 39-45.

D'ailleurs, la guerre d'Algérie était depuis longtemps devenue une guerre politico-économique pour les dirigeants des deux camps, afin d'assurer l'avenir économique de l'Algérie et stratégique de la France (poursuite des essais nucléaires au Sahara).

Et pourtant, nous, les soldats du contingent et les militaires de carrière, nous continuions à poursuivre les missions programmées. Mais il était déjà trop tard !

Nous savions que la page était tournée depuis longtemps et que l'indépendance devait arriver tôt ou tard. Tout aurait pu s'arrêter en 1956, comme en Tunisie et au Maroc, mais, hélas, les hommes et les intérêts se télescopèrent pour faire échouer une paix possible. Oui, nous l'avons toujours dit, il y a eu des exactions durant la guerre, que la plupart d'entre nous ne connaissaient pas et que nous avons condamnées trop tard, hélas.

Oui, nous avons été soulagés et heureux à l'annonce de l'arrêt des combats. Qui ne l'aurait pas été ? Plus d'angoisse, plus de peur, plus de « crapahutages » dans les djebels, plus de blessés, plus de morts... Oui, j'ai « arrosé » avec mes copains AFN la fin des combats, plus que quiconque.

Hélas, le soir même, pendant que nous fêtions cet événement majeur, nous fûmes encerclés par une bande de « fêtards » du FLN, inorganisés, tout autour de notre camp, tirant des salves d'honneur et appelant tous nos amis soldats d'origine maghrébine à désertir en emmenant soit une arme, soit en tuant un « roumi », afin d'être blanchi, eux et leur famille, et faire partie de la nouvelle armée algérienne. Devant

le danger que nous ressentions en pleine nuit le magasin d'armes fut pris d'assaut et une fusillade aveugle intense reprit entre les deux camps.

***Heureusement, pas de blessés, pas de morts, c'était la nuit. La peur d'être assassiné par nos propres frères d'armes provoqua chez nous un sentiment d'insécurité, bien plus important qu'avant le cessez-le-feu. Nous étions sur nos gardes jour et nuit.***

Les jours qui suivirent, les désertions commencèrent de la part des soldats maghrébins pour rejoindre le FLN, ainsi que des soldats européens « pieds-noirs, soit pour rejoindre l'OAS, soit défendre leurs familles menacées. L'armée française appliqua à la lettre le protocole d'accord d'Évian qui fut plébiscité par les Français le 8 avril.

Nous devinrent alors des soldats « enchaînés » dans nos déplacements : nos armes, nos roues de secours, nos jerricanes étaient enchaînés pour ne pas se les faire voler ! Vingt jours après les Accords, ce fut là libération des prisonniers de guerre des deux camps. La France libéra des centaines de milliers de prisonniers en Algérie et en Métropole, Ce qui prouve que tous n'avaient pas été exécutés, ou torturés comme certains nous en avaient accusés.

En revanche, nos quelques prisonniers français ne furent pas tous libérés, comme mon ami Maurice Lanfroy qui ne fut libéré que le 19 mai 1962, après trois ans de détention à Oujda (Maroc).

Cette situation était inévitable, car le GPRÀ (Gouvernement provisoire algérien), installé à Tunis avait rejeté le protocole d'accord et ne contrôlait rien sur le terrain. La chienlit et l'insécurité furent totales. Entre-temps, nos frères d'armes, les Harkis, se faisaient assassiner sans plus aucune protection, sans que nous le sachions et dans l'indifférence totale, ainsi que des centaines de Français d'Algérie. Pourtant, le message du général Ailleret, annonçant le cessez-le-feu le 19 mars, stipulait clairement la protection des différentes populations souhaitant rester en Algérie et même la possibilité de riposter pour les protéger...Hélas, rien ne fut appliqué et s'ensuivirent les massacres, l'insécurité totale pour nos amis de la part du FLN et de l'OAS !

Puis mon régiment quitta précipitamment les Aurès pour rejoindre l'Est de la France, avant la proclamation de l'indépendance de l'Algérie....